Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
12 JUIL 1957
Transmis à M. coördination (2)
Overgemaakt aan de H.

ML. L. 5418/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 20 septembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'entrée et au séjour en Belgique des étrangers collaborant à l'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles 1958", a donné le 20 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e september 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het binnenkomen en het verblijf in België van de vreemdelingen die medewerken aan de Algemene Wereldtentoonstelling te Brussel 1958", heeft de 20e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de créer, à l'intention des "personnes de nationalité étrangère collaborant à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958", un permis spécial de séjour qui leur sera délivré par le commissaire général du gouvernement près l'exposition. En ce faisant, il déroge à l'arrêté royal du 3 décembre 1953 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique.

\+

\+ \+

La loi du 28 mars 1952 a confié au seul Ministre de la Justice la mission d'autoriser l'entrée, le séjour et l'établissement des étrangers sur le territoire du Royaume. Il serait, dès lors, souhaitable, pour éviter toute méprise sur la valeur du permis que le projet crée, de faire ressortir avec plus de netteté, spécialement à l'article 2, que si le permis est établi par le commissaire général, il ne vaut que dans la mesure où il est revêtu du visa du Ministre de la Justice et pour le temps prévu par ce visa. La possession du permis ne fera évidemment pas obstacle à l'exercice, à tout moment, par le Ministre de la Justice, des pouvoirs que lui confère l'article 3 de la loi, notamment en ce qui concerne le renvoi du Royaume.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, l'expression "personnes de nationalité étrangère collaborant à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles", dont se sert l'article 1er et qui désigne les personnes que le projet concerne,

.../...

signifie tous les étrangers qui seront occupés dans les pavillons des nations participant à l'exposition et qui ne sont ni commissaires généraux, ni adjoints aux commissaires généraux, ni secrétaires généraux, ni architectes délégués par les gouvernements étrangers, ni les époux et les enfants de ces étrangers.

L'expression embrasse donc tous les étrangers autres que ceux énumérés qui auront leur occupation dans les pavillons des nations participantes et, en particulier, tous ceux qui y exerceront une activité lucrative, que ce soit en vertu d'un contrat de travail ou d'un contrat d'emploi, ou à un autre titre.

Elle soulève ainsi le problème de l'application aux étrangers de ces catégories de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, confirmé par la loi du 4 mai 1936, et de l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

Il serait conforme au but que le Gouvernement poursuit par le projet, d'étendre celui-ci au règlement des formalités que requièrent ces deux arrêtés royaux, de manière, d'une part, à éviter aux étrangers intéressés la multiplication des démarches et, d'autre part, de les pourvoir autant que possible d'un document unique qui, en même temps qu'il attesterait de leur occupation à l'exposition, vaudrait permis de séjour et permis de travail ou carte professionnelle.

.../...

A cet effet, l'article 2 du projet pourrait être remanié et rédigé comme il sera indiqué ci-après.

La délivrance du permis de travail ressortissant aux attributions du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et la délivrance de la carte professionnelle ressortissant aux attributions du Ministre des Classes moyennes, il conviendrait, dans un souci du respect de la répartition des attributions ministérielles, que ces deux Ministres soient associés à la proposition de l'arrêté et contresignent celui-ci.

Cette dernière observation vaut d'ailleurs aussi pour le Ministre des Affaires économiques, de qui le commissaire général relève en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 29 mai 1952 déterminant la mission et les pouvoirs du commissaire général du gouvernement près l'exposition universelle et internationale de Bruxelles et fixant les règles de fonctionnement de ces services.

L'arrêté royal n° 285 subordonnant non seulement l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère à une autorisation dans le chef de l'étranger qui doit occuper l'emploi, mais aussi dans le chef de l'employeur qui l'attribue, il pourrait également être expédient de compléter le projet par une disposition aux termes de laquelle le permis spécial doit être demandé par l'employeur chaque fois qu'il y a lieu à application de l'arrêté royal n° 285 et prévoyant que la délivrance du permis vaut autorisation dans son chef.

Cette disposition pourrait trouver place dans l'article 3 du projet.

+

+ +

Si l'expression "personnes de nationalité étrangère collaborant à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles" embrasse toutes les personnes occupées dans les pavillons des nations participantes, à l'exclusion de celles énumérées dans l'observation qui précède, elle ne couvrirait cependant pas non plus, d'après les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les personnes qui se livreraient à l'exploitation commerciale de restaurants, de brasseries, de parcs d'attractions, etc..., ni aux membres de leur personnel. Les restrictions que le projet ne formule pas et dont la seconde ne semble qu'exemplative, ont pour effet d'enlever toute précision à l'expression et de rendre impossible la détermination exacte des personnes auxquelles l'arrêté s'appliquera.

L'article 1er du projet, voire l'intitulé, devraient être modifiés de manière à rendre cette détermination possible. Si une définition s'avérait trop difficile parce que les étrangers intéressés ne peuvent à la vérité être déterminés qu'empiriquement, il serait préférable de charger le Ministre de la Justice du soin d'établir la liste des catégories de personnes occupées dans l'enceinte de l'exposition auxquelles il sera permis de faire application de l'arrêté.

Le texte ci-après tient compte de ces observations et comporte, en outre, diverses modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire. Le préambule a été complété en fonction de l'extension proposée de l'objet du permis.

.../...

Arrêté royal relatif à l'entrée et au séjour en Belgique de certains étrangers collaborant à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère, confirmé par la loi du 4 mai 1936 et modifié par l'arrêté du Régent du 28 février 1947, par la loi du 28 mai 1953, par l'arrêté royal du 13 octobre 1953 et par l'arrêté royal du 21 février 1956;

Vu l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers, confirmé par la loi du 16 juin 1947 et modifié par l'arrêté du Régent du 26 juin 1947;

Vu la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers, modifiée par la loi du 31 décembre 1953;

Vu l'arrêté royal du 3 décembre 1953 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1956;

Vu l'arrêté royal du 29 mai 1952 déterminant la mission et les pouvoirs du commissaire général du gouvernement près l'exposition universelle et internationale de Bruxelles et fixant les règles de fonctionnement de ses services, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1956;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Affaires économiques,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est créé, pour les catégories de personnes de nationalité étrangère collaborant à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles, qui n'ont pas leur résidence en Belgique, catégories que le Ministre de la Justice détermine, un permis spécial d'entrée et de séjour dans le Royaume.

Article 2.-

Le permis, dont le modèle est annexé au présent arrêté, est établi et délivré par le commissaire général près l'exposition universelle et internationale de Bruxelles, qui en fixe la durée de validité. Celle-ci ne peut dépasser le 31 décembre 1958.

Ce permis n'est valable que s'il est revêtu du visa du Ministre de la Justice et, suivant le cas, du visa du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ou du Ministre des Classes moyennes, selon que l'activité de l'étranger est ou non de nature à tomber

.../...

sous l'application de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 ou de l'arrêté royal n° 62 du 16 décembre 1939. Ces visas valent respectivement autorisation de pénétrer et de séjourner sur le territoire du Royaume et autorisation d'occuper l'emploi ou d'exercer l'activité lucrative pour lesquels le permis est délivré.

Article 3.-

Le permis spécial n'est délivré qu'à l'étranger qui est en possession d'un passeport, d'une carte d'identité ou d'un document officiel établissant son identité et portant sa photographie, revêtue du sceau de l'autorité dont le document émane.

Article 4.-

La demande de permis est adressée au commissaire général par l'étranger qui le sollicite.

Elle est toutefois faite par l'employeur lorsque l'activité que l'étranger doit exercer est de nature à tomber sous l'application de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936. L'octroi du permis dans ce dernier cas vaut autorisation donnée à l'employeur d'occuper l'étranger.

.../...

Article 5.-

Les étrangers, qui sont entrés régulièrement en Belgique sous le couvert du permis spécial, ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal du 3 décembre 1953.

Article 6.-

Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Classes moyennes,

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Affaires économiques,

Het ontwerp strekt ertoe, "voor de personen van vreemde nationaliteit die aan de algemene wereldtentoonstelling te Brussel 1958 medewerken", een speciale verblijfsvergunning in te stellen, die zal worden afgegeven door de commissaris-generaal der Regering bij de tentoonstelling. Hierdoor wijkt het af van het koninklijk besluit van 3 december 1953 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen.

\+

\+ \+

Krachtens de wet van 28 maart 1952 heeft alleen de Minister van Justitie tot taak, aan vreemdelingen toe te staan België binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen. Om misverstand aangaande de waarde van de door het ontwerp ingestelde vergunning te voorkomen, ware het dan ook raadzaam duidelijk aan te geven, vooral in artikel 2, dat de vergunning, wanneer zij door de commissaris-generaal is opgemaakt, slechts geldig is voor zover zij van het visum van de Minister van Justitie is voorzien, en voor de in het visum gestelde tijd. Het bezit van de vergunning zal de Minister van Justitie uiteraard nooit verhinderen, gebruik te maken van de hem door artikel 3 van de wet opgedragen bevoegdheid, met name inzake terugwijzing uit het Rijk.

.../...

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen worden onder "personen van vreemde nationaliteit die aan de algemene wereldtentoonstelling te Brussel medewerken", welke uitdrukking artikel 1 gebruikt om de personen aan te wijzen op wie het ontwerp betrekking heeft, verstaan alle vreemdelingen die in de paviljoenen van de deelnemende landen tewerkgesteld zullen worden, voor zover zij noch commissaris-generaal, noch adjunct-commissaris-generaal, noch secretaris-generaal, noch door een vreemde regering afgevaardigd architect, noch echtgenoot of kind van deze vreemdelingen zijn.

De uitdrukking slaat dus op alle buiten deze opsomming staande vreemdelingen, die in de paviljoenen der deelnemende landen tewerkgesteld zullen worden, en in het bijzonder op al degenen die er krachtens een arbeidsovereenkomst voor arbeiders of voor bedienden of in enige andere hoedanigheid een winstgevende werkzaamheid zullen uitoefenen.

Meteen rijst hier, ten aanzien van vreemdelingen van deze categorieën, de vraag naar de toepassing van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het indiensthebben van vreemde arbeiders, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1936, en van het koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen, bekrachtigd door de wet van 16 juni 1947.

.../...

Het zou in de lijn liggen van wat de Regering wil bereiken dat het ontwerp ook voorzieningen zou treffen inzake de vervulling van de door deze twee koninklijke besluiten voorgeschreven formaliteiten, zodat de betrokken vreemdelingen enerzijds niet al te veel stappen hoeven te ondernemen, en anderzijds in de mate van het mogelijke slechts één document nodig hebben, dat tegelijk èn als bewijs van tewerkstelling bij de tentoonstelling, èn als verblijfspas, èn als arbeidsvergunning of beroepskaart kan dienen.

Met het oog hierop zou artikel 2 van het ontwerp kunnen worden omgewerkt, zoals verder is aangegeven.

Aangezien de afgifte van de arbeidsvergunning tot de bevoegdheid van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, en de afgifte van de beroepskaart tot de bevoegdheid van de Minister van Middenstand behoort, ware het aangewezen de verdeling der ministeriële bevoegdheden in acht te nemen en deze twee Ministers bij de voordracht en de medeondertekening van het besluit te betrekken.

Hetzelfde geldt trouwens voor de Minister van Economische Zaken, van wie de commissaris-generaal afhangt krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 mei 1952 waarbij de opdracht en bevoegdheden van de commissaris-generaal der Regering bij de algemene wereldtentoonstelling bepaald en de regelen inzake de werking van haar diensten vastgelegd worden.

.../...

Aangezien het koninklijk besluit nr 285 het in dienst hebben van vreemde arbeiders afhankelijk stelt van een vergunning,niet alleen voor de vreemdeling die de betrekking moet uitoefenen, maar ook voor de werkgever die de betrekking begeeft, ware het ook dienstig het ontwerp aan te vullen met een bepaling, die zegt dat de werkgever de speciale vergunning dient aan te vragen telkens als er aanleiding is tot toepassing van het koninklijk besluit nr 285, en vervolgens dat afgifte van het dokument gelijkstaat met vergunning.

Deze bepaling zou in artikel 3 van het ontwerp kunnen worden ondergebracht.

\+

\+ +

Slaat de uitdrukking "personen van vreemde nationaliteit die aan de algemene wereldtentoonstelling te Brussel medewerken" op al degenen die in de paviljoenen van de deelnemende landen zijn tewerkgesteld, met uitzondering van hen die in de hiervoren gegeven opsomming voorkomen, zij slaat nochtans, volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, evenmin op hen die restaurants, koffiehuizen, lunaparken, enz. ..., met handelsoogmerk exploiteren, noch op de leden van hun personeel. Deze beperkingen, waarvan het ontwerp geen spoor draagt en waarvan de tweede zuiver enuntiatief blijkt te zijn, maken de uitdrukking vaag zodat het onmogelijk is nauwkeurig te bepalen, op welke personen het besluit toepassing zal vinden.

.../...

Artikel 1 van het ontwerp, en zelfs het opschrift, zouden zo moeten worden gewijzigd dat het wel mogelijk wordt. Mocht een omschrijving te moeilijk blijken, omdat in de grond alleen empirisch kan worden uitgemaakt welke vreemdelingen juist worden bedoeld, dan drage men de Minister van Justitie de zorg op, de lijst aan te leggen van de categorieën van binnen de omheining der tentoonstelling tewerkgestelde personen op wie het besluit toepassing zal kunnen vinden.

In de hiernavolgende tekst is met de gemaakte opmerkingen rekening gehouden en zijn ook een aantal vormwijzigingen verwerkt, waarbij geen commentaar nodig is. De aanhef is aangevuld met inachtneming van de voorgestelde verruiming van het onderwerp der vergunning.

Koninklijk besluit betreffende het binnenkomen en het verblijf in België van sommige vreemdelingen die medewerken aan de algemene wereldtentoonstelling te Brussel 1958.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 houdende aanvulling en samenvoeging van de bepalingen op het indiensthebben van vreemde arbeiders, bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936 en gewijzigd bij het besluit van de Regent van 28 februari 1947, bij de wet van 28 mei 1953, bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1953 en bij het koninklijk besluit van 21 februari 1956 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid der vreemdelingen, bekrachtigd bij de wet van 15 juni 1947 en gewijzigd bij het besluit van de Regent van 26 juni 1947 ;

Gelet op de wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie, gewijzigd bij de wet van 31 december 1953 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 december 1953 betreffende de voorwaarden waaronder de vreemdelingen België kunnen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1956 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 mei 1952 waarbij de opdracht en bevoegdheden van de commissaris-generaal der Regering bij de algemene wereldtentoonstelling van Brussel bepaald en de regelen inzake de werking van haar diensten vastgelegd worden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 1956 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Economische Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Voor de door de Minister van Justitie te bepalen categorieën van personen van vreemde nationaliteit, die aan de algemene wereldtentoonstelling te Brussel medewerken en die hun verblijfplaats niet in België hebben, wordt een speciale vergunning voor het binnenkomen en het verblijf in het Rijk ingesteld.

Artikel 2.-

De vergunning, waarvan een model bij dit besluit is gevoegd, wordt opgemaakt en afgegeven door de commissaris-generaal bij de algemene wereldtentoonstelling te Brussel, die de geldigheidsduur ervan bepaalt. Deze mag niet verder gaan dan 31 december 1958.

Deze vergunning is slechts geldig wanneer zij voorzien is van het visum van de Minister van Justitie, alsook van het visum van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg of van de Minister van Middenstand, naargelang de werkzaamheid van de vreemdeling al dan niet onder de toepassing valt van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 of van het koninklijk besluit nr 62 van 16 december 1939. Deze visa gelden onderscheidenlijk als toelating om het grondgebied van het Rijk binnen te komen en er te verblijven, en als toelating tot het uitoefenen van de betrekking of de winstgevende werkzaamheid waarvoor de vergunning is afgegeven.

.../...

Artikel 3.-

De speciale vergunning wordt slechts afgegeven aan de vreemdeling die in het bezit is van een paspoort, een identiteitskaart of een officieel stuk dat zijn identiteit bewijst en waarop zijn foto voorkomt, voorzien van het stempel van de overheid van wie het stuk uitgaat.

Artikel 4.-

De aanvraag om vergunning wordt aan de commissaris-generaal gericht door de vreemdeling van wie zij uitgaat.

Zij wordt echter door de werkgever gedaan wanneer de werkzaamheid, die de vreemdeling moet uitoefenen, onder de toepassing kan vallen van het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936. Het verlenen van de vergunning geldt in dit laatste geval voor de werkgever als toelating tot het tewerkstellen van de vreemdeling.

Artikel 5.-

Vreemdelingen die België op regelmatige wijze met de speciale vergunning zijn binnengekomen, vallen buiten de toepassing van artikel 3 van het koninklijk besluit van 3 december 1953.

.../...

Artikel 6.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, Onze Minister van Middenstand en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Middenstand,

De Minister van Justitie,

De Minister van Economische Zaken,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J. COOLEN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. H. VLIEBERGH, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. COOLEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. VLIEBERGH.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.